

## Pas d'immigration sans intégration

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Bruxelles - 16 novembre 2000)  
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (15 décembre 2000)

Qu'on le veuille ou non, la pression démographique aux frontières de l'Union européenne continuera de s'y traduire par des entrées nettes de populations. Celles-ci y sont attirées non seulement par la perspective d'un niveau de vie et de protection sociale supérieur, mais aussi par l'existence, dans tous les pays de l'Union, d'un déficit croissant de la population d'âge actif par rapport aux inactifs âgés.

Il serait illusoire pour l'Union européenne de vouloir fermer ses frontières, qui sont de toute façon poreuses, et de prétendre faire barrière à ces flux d'immigration. Tant le réalisme que la prise en considération des intérêts à long terme de l'Union commandent qu'on les autorise, mais en veillant à conserver le contrôle et la maîtrise. Ceci suppose en tout cas que l'immigration clandestine soit fermement combattue et que ceux qui en font commerce soient sévèrement réprimés.

Une façon de concevoir cette maîtrise serait - comme certains gouvernements l'ont envisagé - d'autoriser, voire d'encourager l'immigration de manière très sélective. La sélection se ferait à la fois en fonction de l'âge des immigrants, de manière à privilégier l'arrivée de jeunes actifs pour combler en partie le déficit démographique, et sur la base de leurs qualifications, afin de répondre à des pénuries spécifiques de main-d'œuvre et de lever ainsi certains obstacles à la poursuite de la croissance.

Une approche aussi étroitement économique du problème soulève plusieurs objections:

- ◇ remédier au déficit démographique en facilitant l'arrivée massive de jeunes actifs risque de créer ou d'accentuer un déficit semblable dans les pays d'origine, particulièrement s'ils sont situés en Europe orientale, et de compromettre leur développement économique à long terme;
- ◇ de même, combler des pénuries spécifiques de main-d'œuvre en Occident par l'immigration sélective de travailleurs qualifiés encouragera la fuite des cerveaux dans les pays en développement;
- ◇ il serait dangereux en outre de baser une politique d'immigration de long terme sur le constat de pénuries spécifiques de main-d'œuvre qui sont clairement identifiables aujourd'hui mais risquent d'être temporaires, alors que les besoins à plus long terme se déplaceront et sont beaucoup plus difficiles à cerner;
- ◇ on ne peut ignorer enfin le fait qu'il subsiste dans l'Union européenne un chômage important, chômage qui frappe d'une manière disproportionnée les immigrés d'origine extra-européenne, même lorsqu'ils sont nés dans leur pays d'accueil et en ont acquis la nationalité.

Ce dernier constat suggère que pour résoudre les problèmes de déficit d'actifs par rapport aux inactifs et de pénuries spécifiques de main-d'œuvre, l'immigration n'est pas le premier moyen auquel il faut songer. Il s'agit d'abord de **concentrer l'effort sur l'éducation et la formation** des jeunes, immigrés de la deuxième génération en particulier. L'exercice d'un métier est en effet, pour les immigrés déjà présents en Union européenne, le meilleur moyen de s'intégrer à leur pays d'accueil et de rendre celui-ci plus ouvert. A l'inverse, la situation de chômage dans laquelle nombre d'immigrés se trouvent, constitue un fardeau économique, ne contribue pas à leur intégration, et suscite chez les populations européennes des réflexes de méfiance, voire de rejet, qui détruisent la cohésion sociale.

**L'intégration par la participation au marché du travail** doit donc être avant tout recherchée. L'éducation à tous les niveaux et la formation doivent y contribuer en offrant à tous, quelles que soient leur origines et sur la base d'un "pacte citoyen", les mêmes opportunités. Il convient en outre que les systèmes de protection sociale n'enferment pas trop facilement les travailleurs non qualifiés dans le chômage (problème des "trappes à inactivité") et qu'ils ne soient pas d'un accès si aisé qu'ils constitueraient le principal motif de la venue de nouveaux immigrants. Il faut rappeler enfin que la croissance économique et la rareté de main-d'œuvre qu'elle induit progressivement sont un puissant facteur d'attraction dans la force de travail de catégories actuellement marginalisées, à condition qu'un fonctionnement suffisamment souple du marché du travail le permette.

- - - - -